

résolument, notamment en ce qui concerne le désarmement². » Basil Robinson, chargé de la liaison entre les Affaires extérieures et le premier ministre, concède, quant à lui, que Green se montre parfois « naïf » et « obstiné », mais le nouveau ministre est également « sérieux et dur à la tâche » et « sait comment mettre son ministère à contribution ». Étant donné le manque « de créativité et d'ingéniosité » des directives venant de Diefenbaker en matière de politique étrangère, « le Ministère était d'autant plus disposé à adhérer aux orientations de Green, même si son champs d'intérêt semblait plutôt limité. Au moins, on était ici en présence d'un ministre qui savait ce qu'il voulait, et ses relations avec le premier ministre étaient assez solides pour lui permettre de poursuivre le chemin qu'il s'était tracé³. »

Lors de la quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la délégation canadienne lance une initiative importante axée sur la collecte et l'analyse systématiques de données sur les radiations atomiques afin de mieux en comprendre les effets. Au terme de longues négociations menées en coulisses, la résolution 1376 (XIV) est finalement adoptée. Le Canada joue également un rôle important dans d'autres dossiers, notamment celui des élections au Conseil de sécurité, qui donnent lieu à des tractations particulièrement houleuses. Avant le début de la quatorzième session, l'Afrique du Sud exerce des pressions pour que le Canada appuie sa candidature à un siège au Conseil de sécurité, en qualité de représentante du Commonwealth. Conscient du fait que les membres asiatiques et les autres membres africains du Commonwealth s'opposeraient à ce projet, le Canada parvient à convaincre l'Afrique du Sud de retirer sa candidature au profit de Ceylan. Le Canada appuie également l'élection de la Pologne au Conseil de sécurité, même si les États-Unis et la Grande-Bretagne penchent fortement pour la Turquie. Au Cabinet, Green dénonce sans ambages les pressions exercées par les Américains en faveur de la Turquie, qui constituent, selon lui, une « manœuvre répondant aux impératifs de la guerre froide (...), contre-indiquée dans la situation actuelle » (document 6). Étant donné l'impossibilité de s'entendre, même après 52 tours de scrutin, une coalition de pays, dont le Canada, prend à tâche de négocier un compromis : la Turquie et la Pologne acceptent de se partager le siège vacant, la Pologne devant ensuite y renoncer en 1960, en faveur de la Turquie.

La position défendue par Green lors de l'élection au Conseil de sécurité montre sa détermination à ce que le Canada ne soit pas perçu comme un satellite des États-Unis. Le premier ministre affiche la même détermination, ce qui mènera ultérieurement à de profondes divergences, notamment au sujet de la défense et de la question nucléaire. On peut déjà deviner les signes avant-coureurs de l'orage lorsque le Cabinet oppose son veto au déploiement de l'opération *Skyhawk*, premier grand exercice de défense aérienne organisé depuis la création du NORAD et résultat d'un travail de planification très poussé mené pendant de nombreux mois par les responsables militaires. Après que l'ambassadeur des États-Unis au Canada, Richard

² Charles Ritchie, *Diplomatic Passport: More Undiplomatic Diaries, 1946-1962* (Macmillan, Toronto, 1981), pp. 162 à 163.

³ H. Basil Robinson, *Diefenbaker's World: A Populist in Foreign Affairs* (University of Toronto Press, Toronto, 1989), p. 103.